

Actualités OFS

03 Travail et rémunération

Neuchâtel, octobre 2017

Résultats commentés pour la période 2011–2017

Extrait de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2017»

Indicateurs du marché du travail 2017

Ce document est un extrait de la publication «Indicateurs du marché du travail 2017», qui fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2011–2017, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de quarante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2017» sera disponible dès le 23 novembre 2017.

Numéro OFS: 206-1702

Commandes: tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61,
order@bfs.admin.ch

Prix: Fr. 25.–; env. 130 pages

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
PIB	Produit intérieur brut
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2011–2016: Principales évolutions sur le marché du travail suisse	4
2011–2016: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail	6
2011–2016: La main-d'œuvre suisse et étrangère	8
2011–2016: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	10
Situation du marché du travail au 2^e trimestre 2017 et perspectives à court terme	12
Le marché suisse du travail en comparaison internationale	14

2011–2016: Principales évolutions sur le marché du travail suisse

La croissance économique a légèrement fléchi en Suisse dans les années 2015 et 2016. Sur cinq ans (du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016), le nombre de personnes actives occupées en Suisse a sensiblement augmenté. Durant la même période, le taux de chômage au sens du BIT (chômeurs selon la définition du Bureau international du travail) et le taux de chômeurs inscrits (dans un office régional de placement ORP) ont tous deux augmenté. Le nombre de places vacantes est resté à peu près au même niveau, alors que la difficulté de recruter s'est accrue dans certains cas. Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale.

Fléchissement de la croissance économique en fin de la période observée

La croissance économique qui avait légèrement fléchi dans les années 2011 et 2012 suite à la crise financière s'est rétablie dans les années 2013 et 2014 (variation du PIB par rapport au trimestre de l'année précédente). L'économie suisse a connu du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2014 une phase de croissance de 1,7% en moyenne. Un fléchissement de la croissance a été observé à partir du premier trimestre 2015. Au quatrième trimestre 2015, le taux de croissance était encore de 0,4% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Il s'agit de la valeur la plus faible de la période considérée. En 2016, la Suisse a affiché en moyenne une croissance économique modérée de 1,3%.

Légère hausse du taux de chômage au sens du BIT

Selon la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur une enquête auprès des personnes (Enquête suisse sur la population active ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 8,1% à 5,0 millions entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016.

La statistique de l'emploi (STATEM), qui est basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, faisait parallèlement état d'une hausse du nombre d'emplois de 6,1% à 4,9 millions. Pendant la même période, le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 24 000 personnes (+12,0%) et le nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement (ORP) de 29 000 personnes (+23,5%).

Cette évolution s'est traduite, sur cinq ans, par une progression du taux de chômage au sens du BIT (4,6% au 4^e trimestre 2016; +0,2 point) et du taux de chômeurs inscrits (3,5%, +0,5 point).

Stabilité du nombre de places vacantes et difficultés accrues de recruter du personnel

Au quatrième trimestre 2016, le nombre de places vacantes (53 000) se situait à peu près au même niveau que cinq ans plus tôt (51 000). Parallèlement, les entreprises ont eu plus de peine à recruter du personnel avec un diplôme d'une haute école ou de formation professionnelle supérieure. Elles ont par contre eu les mêmes difficultés que cinq ans auparavant à recruter du personnel avec un diplôme de fin d'apprentissage et de la main-d'œuvre sans formation professionnelle. Pendant la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté (+0,6 point) pour les

personnes ayant un niveau de formation du degré secondaire I ou II, alors qu'il est resté constant pour les personnes diplômées du degré tertiaire.

Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2011–2016 a vu le taux de chômage au sens du BIT des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au quatrième trimestre 2016, 4,4% des hommes et 4,8% des femmes étaient au chômage au sens du BIT; l'écart entre les deux sexes était plus important cinq ans plus tôt (4,1% chez les hommes contre 4,8% chez les femmes). En 2016, le travail à temps partiel demeurait nettement plus répandu chez les femmes (58,7%) que chez les hommes (17,2%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a cependant connu une croissance prononcée ces cinq dernières années (+29,7% contre +9,7% pour les femmes).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,5% entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, pour atteindre 1,7 million de personnes. Le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est parallèlement accru de 4,1% à 3,6 millions. Le solde migratoire des personnes actives de nationalité étrangère connaît ainsi des fluctuations relativement fortes (entre 81 000 en 2011 et 36 000 en 2016). Les étrangers sont nettement plus touchés par le chômage que les Suisses (resp. 8,3% et 3,3% au quatrième trimestre 2016). En cinq ans, le taux de chômage a augmenté chez les étrangers (+0,4 point), tandis qu'il est resté stable chez les Suisses.

Marché suisse du travail performant en comparaison internationale

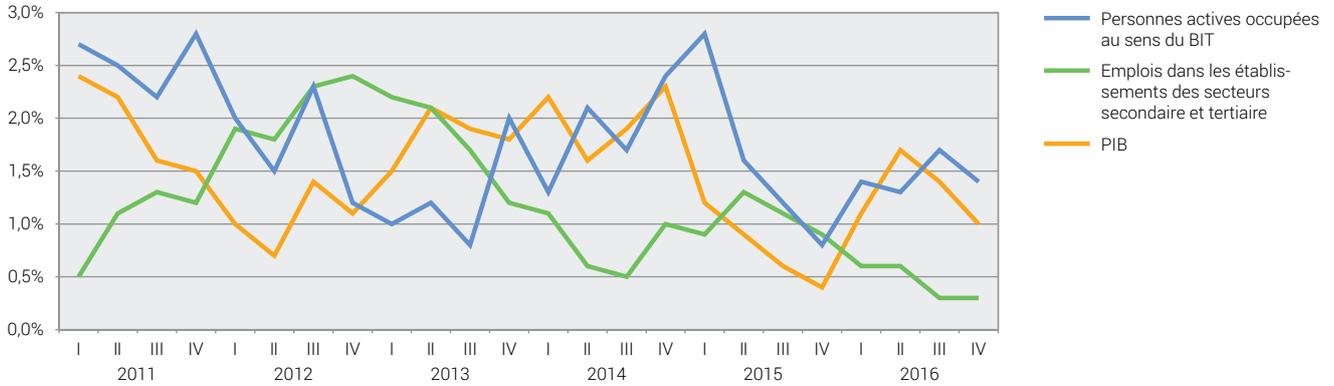
Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT en Suisse (4,6%) était près de deux fois moins élevé que celui de l'Union européenne (UE-28: 8,2%). L'Allemagne (3,8%), la République tchèque (3,6%) et l'Islande (2,5%) présentaient tous trois un taux inférieur à 4%. Le taux d'activité, la participation des femmes à la vie active et la proportion d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens.

Croissance des salaires nominaux et réels

En 2016, les salaires nominaux ont affiché une augmentation moyenne de +0,7% par rapport à 2015. Pour la cinquième année consécutive, l'évolution de salaires nominaux s'est situé en-dessous de la barre de +1%. La quasi-totalité des branches économiques a bénéficié d'une hausse réelle des salaires favorisée par une inflation négative à -0,4%. A fin 2015, au moment des prises de décision en matière de revalorisation salariale pour l'année 2016, la croissance économique tant au niveau mondial qu'au niveau suisse restait peu dynamique. Une reprise jugée progressive quoique modérée était cependant attendue pour 2016. De 2012 à 2016, le rythme annuel moyen de la progression salariale réelle, pour l'ensemble des personnes salariées a été de +1,2% (+1,1% pour les hommes et +1,3% pour les femmes).

2011–2016: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Variation du produit intérieur brut (PIB en termes réels), du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011–2016 G 2.01

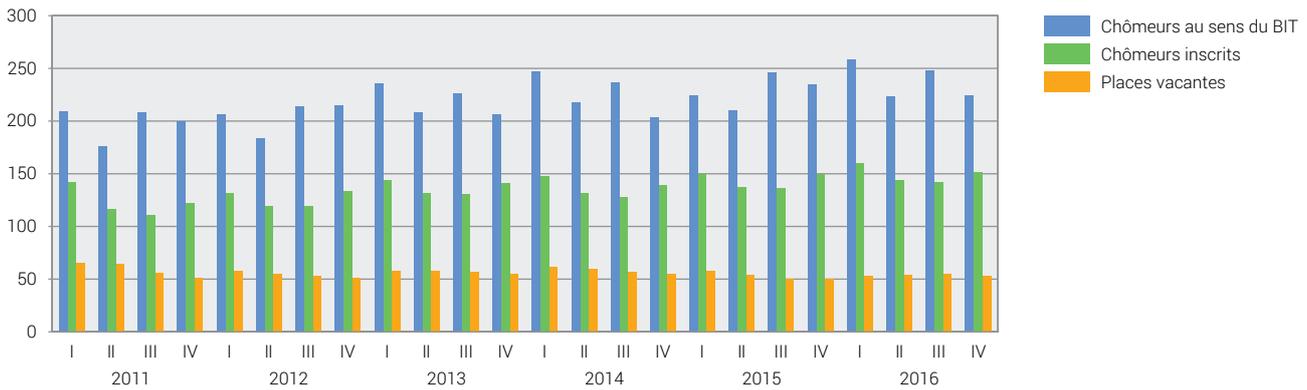


Sources: OFS – SPAO, STATEM; SECO

© OFS 2017

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes, en milliers, 2011–2016

G 2.02



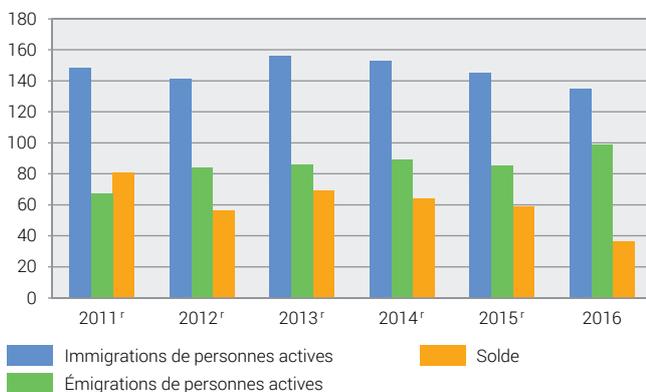
Commentaire: CHOM-BIT/SECO: moyenne trimestrielle, STATEM: valeurs à la fin du trimestre

Sources: OFS – CHOM-BIT, STATEM; SECO

© OFS 2017

Migration de main-d'oeuvre étrangère, en milliers, 2011–2016

G 2.03



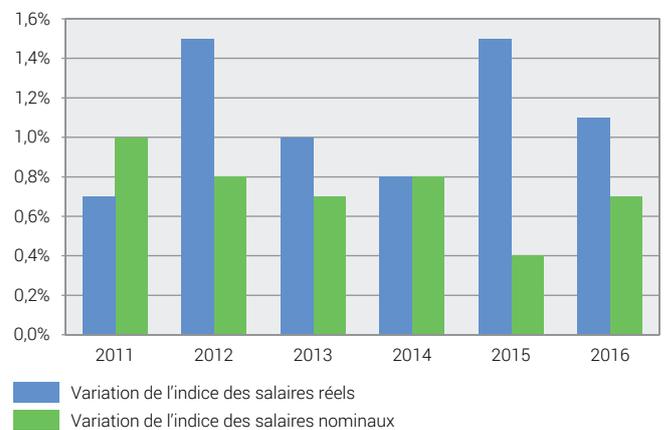
^r chiffres révisés

Source: OFS – CMT

© OFS 2017

Variation de l'indice des salaires nominaux et réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2011–2016

G 2.04



Source: OFS – ISS

© OFS 2017

2011–2016: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2011 à 2016, la proportion des femmes participant au marché du travail a augmenté. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Les femmes restent cependant proportionnellement nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (58,7% contre 17,2%). Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté au fil du temps chez les hommes et s'est rapproché de celui des femmes (resp. 4,4% et 4,8%). Les femmes gagnent en moyenne 12,5% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives a augmenté

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre de personnes actives (actifs occupés et chômeurs selon le BIT constituent ensemble à l'offre de travail) a progressé de 7,2% (à 2,8 millions) chez les hommes et de 9,5% (à 2,4 millions) chez les femmes. La part de ces dernières dans la population active a ainsi progressé de 0,5 point à 45,7% en cinq ans. Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+9,5%) que celui des hommes (+6,9%), tandis que le nombre des femmes au chômage selon le BIT progressait de 8,5% et celui des hommes de 15,5%. Cette évolution a entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 50,4% en 2011 à 48,8% en 2016 (quatrième trimestre dans les deux cas).

Le temps partiel continue de progresser

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au quatrième trimestre 2016, 58,7% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (autrement dit à un taux d'occupation inférieur à 90%), contre 17,2% des hommes. Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+9,7%) que chez les hommes (+29,7%).

La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que la part des femmes au volume total des heures effectives de travail n'ait été que de 38,4% en 2016.

Parmi les 428 000 hommes travaillant à temps partiel au quatrième trimestre 2016, 93 000 étaient en sous-emploi (22,3%), c'est-à-dire qu'ils souhaitaient travailler davantage et étaient disponibles à court terme pour le faire. Parmi les 1 269 000 femmes travaillant à temps partiel, 249 000 étaient en sous-emploi, soit une part de 19,6%. Sur cinq ans, la part des personnes en sous-emploi dans l'ensemble des personnes travaillant à temps partiel a progressé aussi bien chez les femmes (+1,2 point) que chez les hommes (+1,8 point).

Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

Pour les deux sexes, l'évolution des actifs occupés a été comparable dans les trois secteurs économiques entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016: si le nombre d'hommes et de femmes occupés dans le secteur secondaire a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne (resp. +2,2%

et +1,0%), celui des hommes et des femmes occupés dans le secteur tertiaire l'a été à un rythme supérieur à la moyenne (resp. +10,1% et +10,7%).

Proportionnellement, les femmes travaillent bien plus fréquemment que les hommes dans le secteur des services (quatrième trimestre 2016: 86,7% contre 66,6%). Seuls 10,7% des femmes travaillent dans l'industrie et 2,6% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 29,8% travaillent dans l'industrie et 3,6% dans l'agriculture.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT chez les hommes

Suite à la reprise économique amorcée en 2010, le taux de chômage au sens du BIT qui avait connu une hausse après la crise financière est retombé jusqu'au deuxième trimestre 2011 à 3,7% chez les hommes et à 4,5% chez les femmes. La dynamique économique a ralenti en 2011 et en 2012 avant de reprendre de la vigueur dans les années 2013 et 2014: le taux de chômage au sens du BIT a tendu à augmenter jusqu'à premier trimestre 2014, celui des hommes dépassant celui des femmes (hommes: 5,4%, femmes: 5,2%). Si le taux de chômage au sens du BIT des femmes a oscillé autour des 5% au cours des trimestres suivants, celui des hommes, après trois trimestres d'amélioration, s'est remis à progresser, se rapprochant ainsi de nouveau du taux observé chez les femmes.

Au cours des cinq années qui s'étendent du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT des hommes a presque rejoint celui des femmes. Si les deux taux étaient encore nettement distincts en 2011 (hommes: 4,1%, femmes: 4,8%), l'écart était plus faible de 0,3 point en 2016 (hommes: 4,4%, femmes: 4,8%).

Les femmes gagnent moins que les hommes

En 2014, le salaire mensuel des femmes dans l'économie totale se montait à 5907 francs, et celui des hommes à 6751 francs. La différence salariale a diminué depuis 2010, passant de 15,6% à 15,1% en 2012, et à 12,5% en 2014. Dans l'économie privée, l'écart salarial était en 2014 de 15,1%, contre 18,9% en 2012 et 18,5% en 2010. Dans le secteur public, il atteignait 12,3% en 2014.

Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 60,9% de la différence salariale (moyenne arithmétique) en 2014 dans le secteur privé peuvent s'expliquer par des structures objectivement différentes comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 39,1% reposent sur des facteurs inexpliqués.¹

¹ www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 03 – Travail et rémunération → Salaires, revenu professionnel et coût du travail → Niveau des salaires – Suisse → Ecart salarial

2011-2016: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011-2016

G 2.05

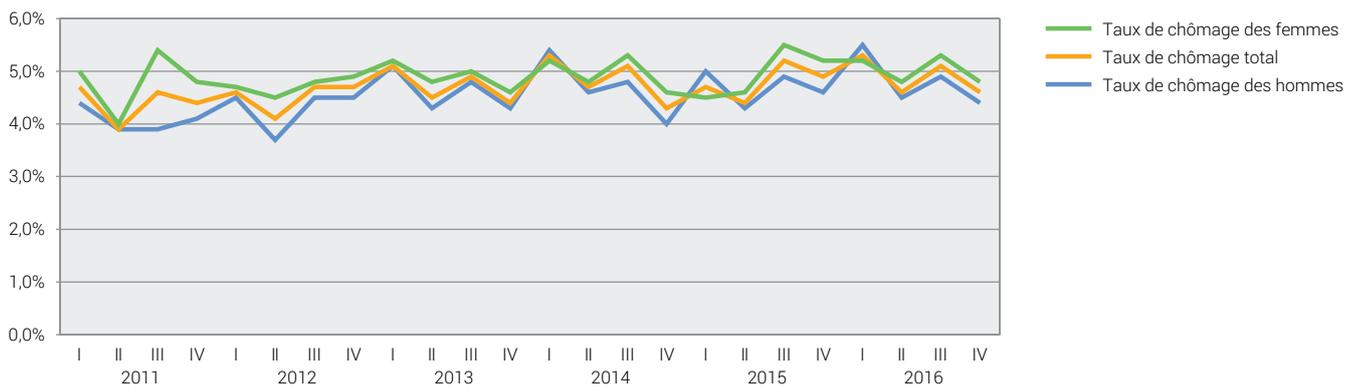


Source: OFS - SPAO

© OFS 2017

Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, en pour cent, 2010-2016

G 2.06

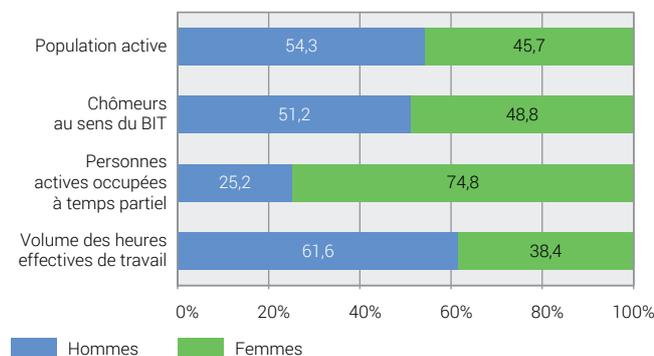


Source: OFS - CHOM-BIT

© OFS 2017

Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 4^e trimestre 2016 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2016), en pour cent

G 2.07

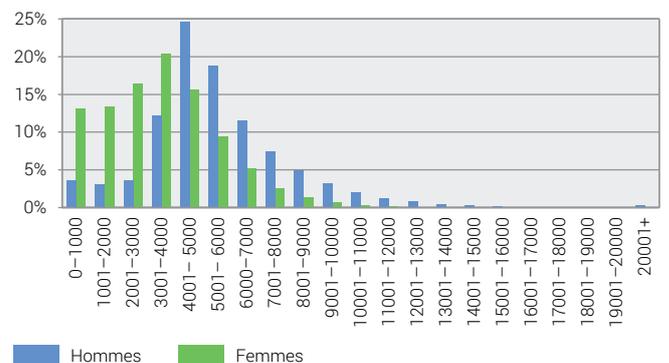


Sources: OFS - SPAO, CHOM-BIT, ESPA, SVOLTA

© OFS 2017

Répartition des salariés selon les classes de salaires (salaire mensuel net en francs) et le sexe, secteur privé et secteur public ensemble, en pour cent, 2014

G 2.08



Source: OFS - ESS

© OFS 2017

2011–2016: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2011 à 2016, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté presque cinq fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois plus élevé que celui des Suisses. Les salaires de ces derniers sont globalement plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé presque cinq fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,5% à 1,7 million contre +4,1% à 3,6 millions). Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la population active étrangère a nettement augmenté avant tout au début de la période considérée ainsi que dans la deuxième moitié de l'année 2013 et dans la première moitié de 2014 (entre 4,5% et 5,9%). La hausse a été bien plus faible en 2016. La progression sensible du nombre de travailleurs étrangers est le résultat d'une forte immigration: sur l'ensemble de la période 2012–2016, les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 285 000 personnes les émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 12 000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2012 à 2016, quelque 115 000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 26,7% entre 2011 et 2016, alors que celui de la population active suisse n'aurait enregistré qu'une très légère progression (+1,0%). Au quatrième trimestre 2016, la part des étrangers dans la population active représentait 31,7% contre 29,0% cinq ans plus tôt.

Le chômage au sens du BIT touche davantage les personnes étrangères

Au quatrième trimestre 2016, la population active de nationalité suisse se composait de 3,5 millions d'actifs occupés et de 118 000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 3,3%. Si ce taux a varié entre 3,0% (2011) et 4,0% (2014) au cours de la période sous revue pour la population de nationalité suisse, la situation des étrangers a été moins favorable: au quatrième trimestre 2016, 1,5 million d'entre eux étaient actifs occupés et 106 000 étaient au chômage au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population étrangère se montait de la sorte à 8,3%. Les étrangers sont davantage exposés au risque du chômage. Ce risque plus grand tient entre autres au fait qu'une proportion comparativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (26,4% contre 10,7% des Suisses).

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016, la part des personnes travaillant à temps partiel a augmenté tant chez les Suisses (+2,5 points à 39,8%) que chez les étrangers (+2,4 points à 26,7%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au quatrième trimestre 2016, les premières étaient 61,5% à travailler à temps partiel, les secondes 49,4%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 19,8% et 10,2%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,6% contre 88,5% des Suisses). Seulement 4,4% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que chez les moins de 40 ans).

La part des travailleurs étrangers frontaliers augmente

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement n'a que légèrement changé au cours des cinq dernières années. Si la part des frontaliers titulaires du permis G a augmenté de 1,3 point à 20,4% et que celle des titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) s'est accrue de 0,5 point à 46,5%, on a par contre observé un recul de 1,0 point à 28,3% pour les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) et de 0,7 point à 3,0% pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

En 2014, le niveau de rémunération de la main-d'œuvre étrangère était globalement inférieur à celui des salariés suisses (resp. 5833 francs et 6713 francs). On observe ainsi un écart salarial de 13,1% en faveur de la main-d'œuvre suisse. Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes et d'autre part, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

Entre 2010 et 2014, le niveau salarial médian des salariés étrangers (tous types d'autorisation de séjour confondus) a augmenté de 4,0% tandis que celui des salariés de nationalité suisse a connu une hausse de 3,5%.

2011–2016: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2011–2016

G 2.09

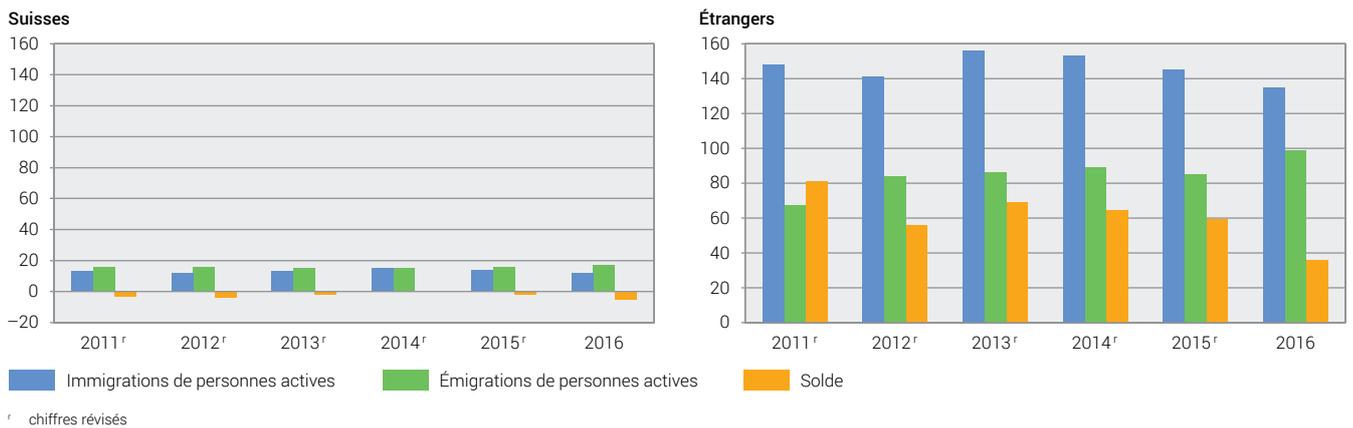


Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2011–2016

G 2.10

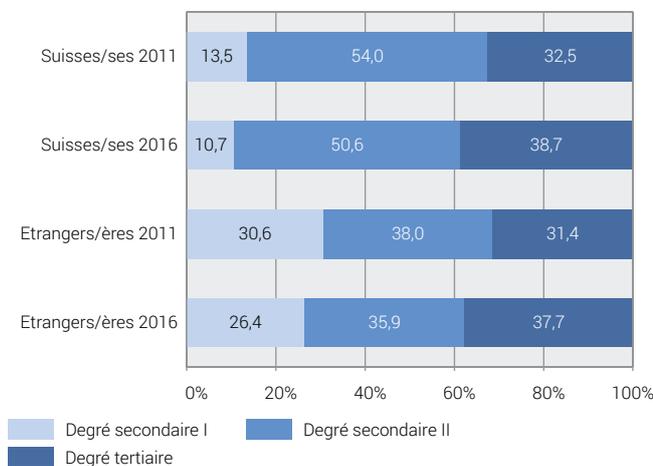


Source: OFS – CMT

© OFS 2017

Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 4^e trimestre 2011 et 4^e trimestre 2016

G 2.11

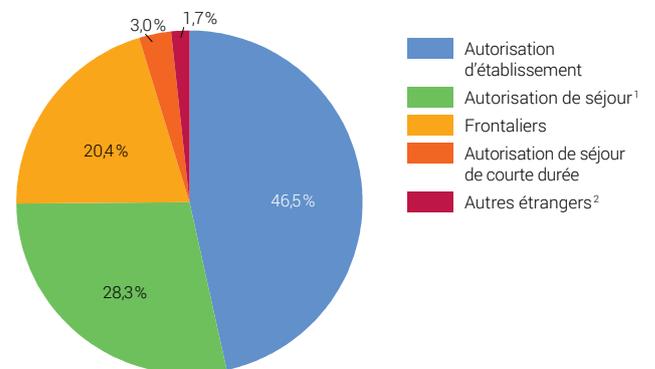


Source: OFS – ESPA

© OFS 2017

Population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 4^e trimestre 2016

G 2.12



¹ y.c. les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée séjournant en Suisse depuis plus de 12 mois

² Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

2011–2016: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

De 2011 à 2016, le nombre d'actifs occupés a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne dans les grandes régions Suisse centrale, Région lémanique et Tessin. La Région lémanique accueille plus d'un tiers de tous les frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,2 point ces cinq dernières années à l'échelle de toute la Suisse. On a cependant observé des différences entre les grandes régions: si le taux a fortement augmenté dans la Suisse du Nord-Ouest et en Suisse centrale, il a reculé au Tessin et en Suisse orientale. Pendant toute la période considérée, le taux de chômage a toujours été supérieur à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

Forte progression du nombre d'actifs occupés en Suisse centrale

Au niveau suisse, le nombre des actifs occupés a progressé de 8,1% entre le quatrième trimestre 2011 et le quatrième trimestre 2016. L'augmentation la plus forte a été observée en Suisse centrale (+14,4%), dans la Région lémanique (+9,7%) et au Tessin (+9,4%). Au quatrième trimestre 2016, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,1 million), devant Zurich (987 000) et la Région lémanique (941 000).

Plus d'un tiers de frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2016, 318 000 frontaliers travaillaient en Suisse. Plus d'un tiers d'entre eux exerçaient une activité professionnelle dans la Région lémanique (37,2%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (22,8%) et un cinquième au Tessin (20,2%). Ces trois grandes régions accueillent donc ensemble quatre cinquièmes des frontaliers.

Entre 2011 et 2016 (quatrième trimestres), la part des frontaliers dans la population active occupée a augmenté le plus fortement au Tessin (+2,8 points à 27,5%) et dans la Région lémanique (+2,3 points à 12,6%). La hausse a été bien plus modérée en Suisse du Nord-Ouest (+1,0 point à 10,8%). Au niveau suisse, la part des frontaliers dans la population active occupée a progressé de 0,9 point (à 6,3%).

Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans toutes les grandes régions, sauf au Tessin et en Suisse orientale

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du quatrième trimestre 2011 au quatrième trimestre 2016), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 4,4% à 4,6%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux de chômage a fortement augmenté en Suisse du Nord-Ouest (de 4,3% à 5,3%) et en Suisse centrale (de 2,3% à 2,7%). La hausse a été moins forte dans la Région lémanique (de 6,8% à 7,0%), dans l'Espace Mittelland (de 3,9% à 4,2%) et à Zurich (de 3,8% à 3,9%). Le Tessin et la Suisse orientale ont enregistré une baisse du taux de chômage, respectivement de 1,0 point à 6,2% et de 0,4 point à 3,4%.

Des changements structurels observables dans toutes les grandes régions

En 2016, on comptait à l'échelle nationale 3,5 millions d'actifs occupés dans le secteur tertiaire (services), 946 000 actifs occupés dans le secteur secondaire (industrie) et 155 000 actifs occupés dans le secteur primaire (agriculture et sylviculture). Ces chiffres sont des valeurs moyennes annuelles. Par rapport aux autres grandes régions, Zurich présentait la part la plus élevée du secteur tertiaire (83,2%) et les parts les plus faibles du secteur secondaire (15,1%) et du secteur tertiaire (1,7%). La Suisse orientale se distinguait quant à elle des autres grandes régions par sa plus petite proportion d'actifs occupés dans le tertiaire (68,8%) et sa plus forte proportion d'actifs occupés dans le secondaire (26,6%).

Sur cinq ans, la part du secteur tertiaire s'est accrue dans toutes les grandes régions sauf au Tessin (+0,0 point), la hausse variant entre 1,3 point en Suisse centrale et 3,0 points en Suisse orientale (Suisse: +1,6 point). On a par contre observé parallèlement un recul de la part du secteur secondaire dans toutes les grandes régions, allant de 0,2 point au Tessin à 2,4 points en Suisse orientale (Suisse: -1,4 point). En 2016, la part du secteur primaire était inférieure à 5% dans toutes les grandes régions et elle a reculé de 0,2 point au niveau suisse en l'espace de cinq ans.

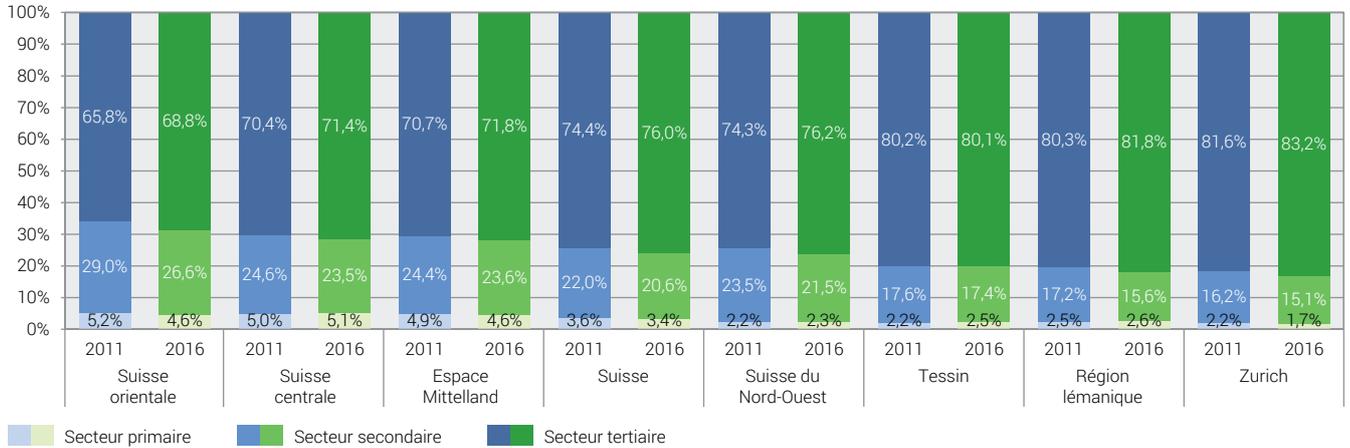
La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

La situation salariale en 2014 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5485 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 19,5% de moins que les salariés de la région de Zurich (6810 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions a augmenté de 1,5 point par rapport à 2010 (18,0%). Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait en 2014 entre ces deux extrêmes: 6578 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6497 francs dans la Région lémanique, 6358 francs dans l'Espace Mittelland, 6352 francs en Suisse centrale et 6027 francs en Suisse orientale.

2011-2016: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques par grande région, en pourcent, moyennes annuelles 2011 et 2016

G 2.13

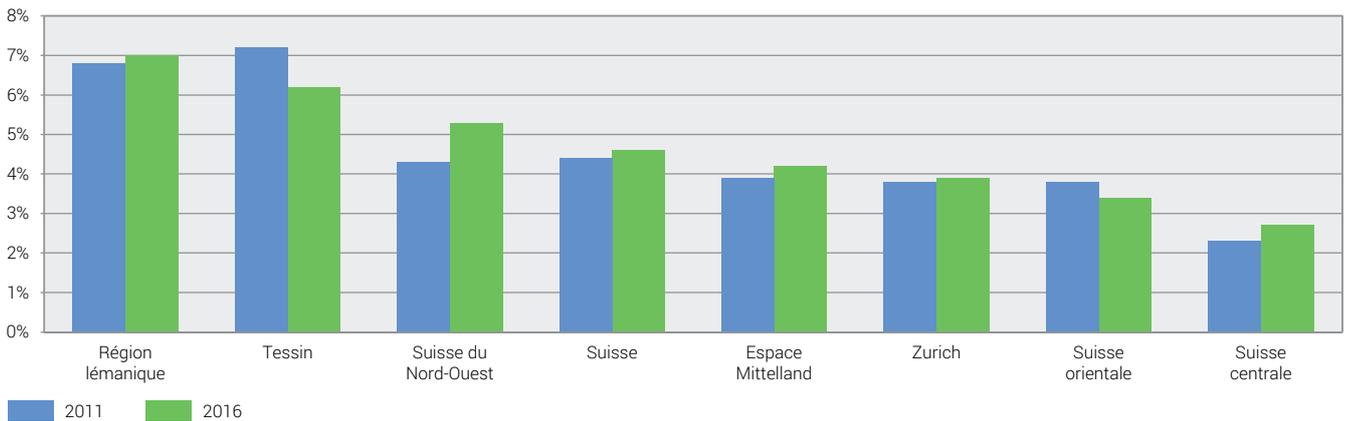


Source: OFS – ESPA

© OFS 2017

Taux de chômage au sens du BIT par grande région, en pourcent, 4^e trimestre 2011 et 2016

G 2.14

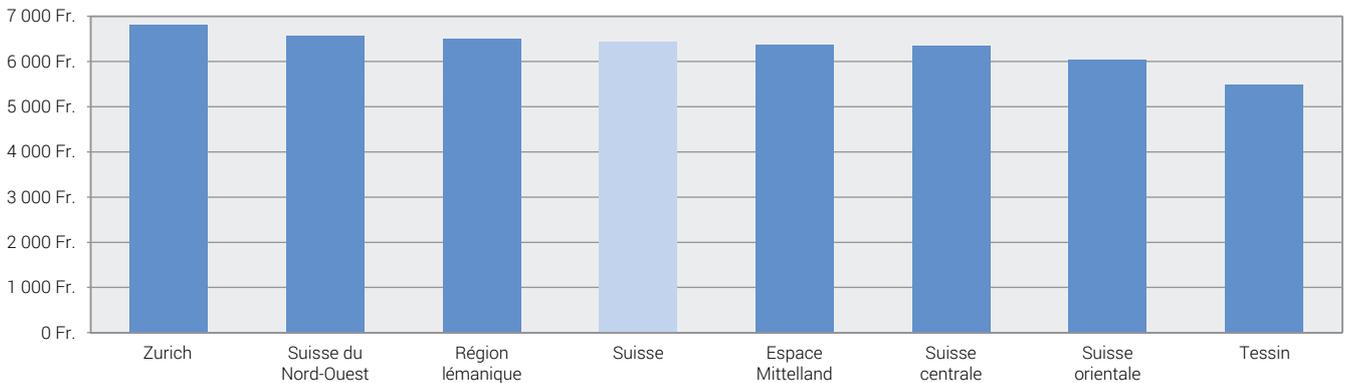


Source: OFS – CHOM-BIT

© OFS 2017

Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2014, secteur privé et secteur public ensemble

G 2.15



Source: OFS – ESS

© OFS 2017

Situation du marché du travail au 2^e trimestre 2017 et perspectives à court terme

Le nombre des actifs occupés a augmenté au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de chômage au sens du BIT et le taux de chômage selon le SECO ont reculé. Les places vacantes étaient plus nombreuses et les difficultés à recruter du personnel qualifié ont été plus importantes qu'il y a un an. L'indicateur des perspectives d'emploi fait entrevoir pour le troisième trimestre 2017 un accroissement du nombre d'emplois.

Hausse du nombre de personnes actives occupées et de celui des emplois

Au deuxième trimestre 2017, le nombre des actifs occupés a progressé de 63 000 ou de 1,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus élevée chez les hommes (+1,8%) que chez les femmes (+0,6%) et plus faible pour les personnes actives occupées suisses (+0,7%) que pour celles de nationalité étrangère (+2,6%). Chez ces dernières, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour B (en règle générale valable cinq ans et renouvelable) et de titulaires d'une autorisation frontalière G s'est plus fortement accru en comparaison annuelle (respectivement +3,3% et +3,1%) que le nombre de titulaires d'une autorisation d'établissement C (+1,6%) et de titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée L (+0,9%). Le nombre d'actifs occupés a augmenté tant dans le secteur tertiaire (+1,6%) que dans le secteur secondaire (+1,2%).

Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le nombre des actifs occupés a progressé plus nettement (+1,3%) que celui des emplois (+0,4%). Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour l'une et entreprises pour l'autre), à l'unité statistique (personnes pour l'une et emplois pour l'autre) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour l'une et fin du trimestre pour l'autre). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM.

Baisse du taux de chômage au sens BIT

Au deuxième trimestre 2017, 213 000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 9 000 de moins qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 4,4% de la population active, contre 4,6% au deuxième trimestre 2016. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,1% au deuxième trimestre 2017, soit un niveau inférieur de 0,1 point à celui du deuxième trimestre 2016. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 140 000 personnes enregistrées au deuxième trimestre 2017 comme chômeurs dans un office régional de placement et un recul de 4 500 personnes par rapport à 12 mois auparavant.

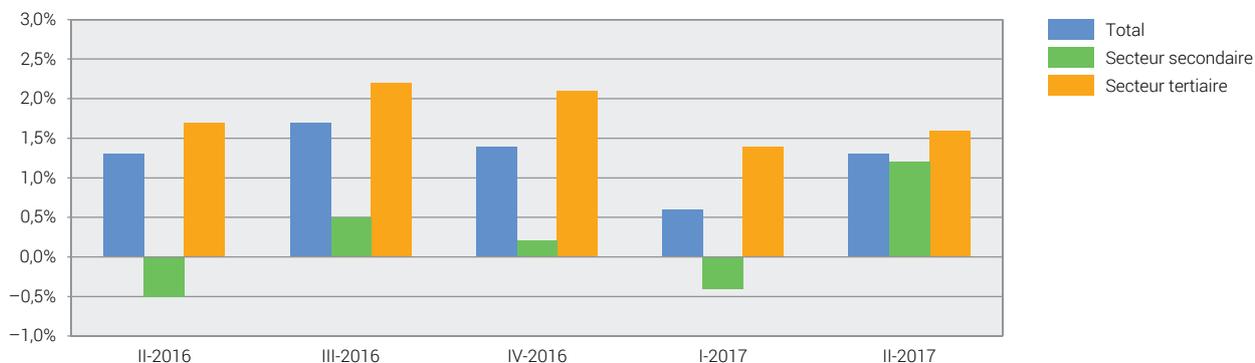
Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) selon le SECO a progressé de quelque 1 000 personnes entre le deuxième trimestre 2016 (62 000) et le deuxième trimestre 2017 (63 000).

Prévision d'évolution de l'emploi

Les indicateurs à court terme de la statistique de l'emploi laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter au troisième trimestre. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (au total 1,03; +0,7%), dans le secteur secondaire (1,04; +2,0%) comme dans le secteur tertiaire (1,03; +0,3%) et n'a jamais été aussi élevé depuis le deuxième trimestre 2014. Au deuxième trimestre 2017, on dénombrait 60 000 places vacantes dans l'économie totale, soit 5 700 de plus (+10,5%) qu'au deuxième trimestre 2016. La hausse a été nettement plus forte dans le secteur secondaire (+20,4%) que dans le secteur tertiaire (+7,8%). La part des entreprises ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié a légèrement progressé (+0,8 point à 29,7%) par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Situation du marché du travail au 2^e trimestre 2017 et perspectives à court terme

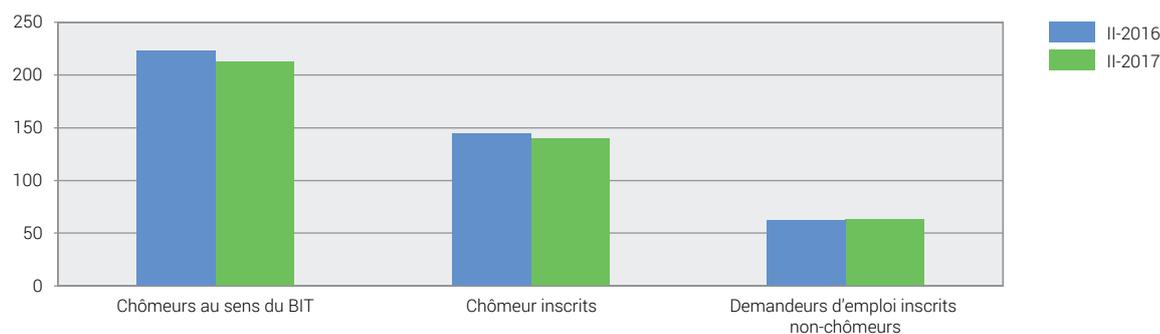
Variation du nombre d'actifs occupés par secteur économique, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2^e trimestre 2016 au 2^e trimestre 2017



Source: OFS – SPAO

© OFS 2017

Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017

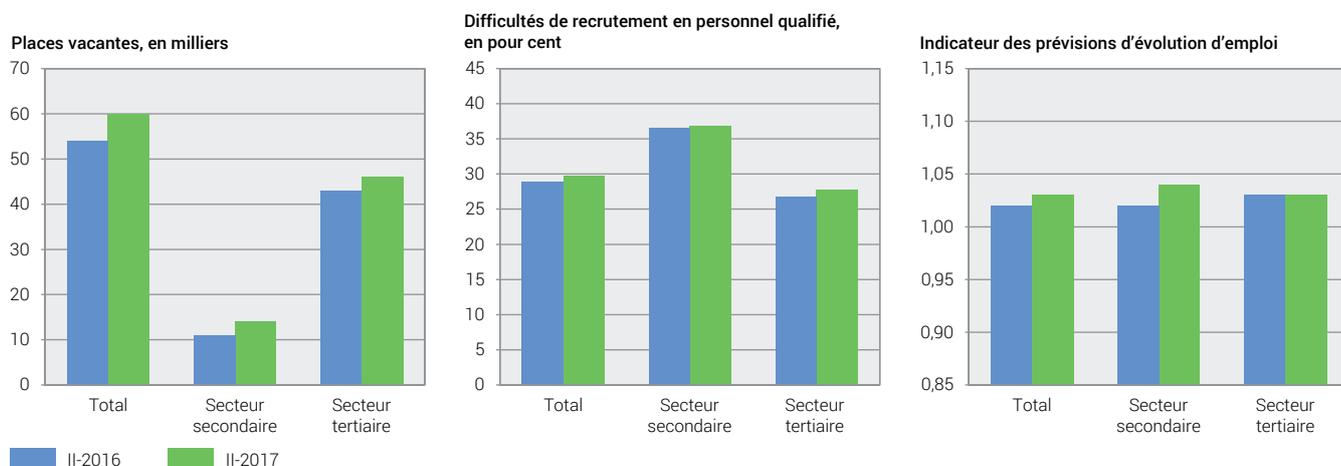


Commentaire: moyenne trimestrielle

Sources: OFS – CHOM-BIT; SECO

© OFS 2017

Places vacantes, difficultés de recrutement en personnel qualifié et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi*, 2^e trimestre 2016 et 2^e trimestre 2017



* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

Source: OFS – STATEM

© OFS 2017

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. Le taux d'activité et la participation des femmes à la vie active sont tous deux parmi les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité élevé des femmes en Suisse est largement lié au fait que le travail à temps partiel y est très répandu: la part d'actifs occupés à temps partiel est en effet nettement plus importante en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est en Suisse inférieur de moitié environ au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.

Taux d'activité élevé en Suisse

Au quatrième trimestre 2016, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,8% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seule l'Islande (83,1%) affichait un taux d'activité supérieur. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Allemagne: 61,3%; Autriche: 61,1%; France: 55,9%; Italie: 49,9%). Après l'Italie, la Grèce (51,9%) et la Croatie (51,3%) présentaient les taux les plus faibles d'Europe. La moyenne de l'UE-28 se situe à 57,8%.

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie (40,9%), deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques affichent les taux les plus élevés (Islande: 79,4%; Norvège: 61,4%; Suède: 60,9%; Danemark: 58,8%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,6%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 63,0%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 38,6% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 61,6%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,3%; femmes: 76,2%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,2%; femmes: 2,4%), en Hongrie (5,2%; femmes: 7,3%) et en Croatie (5,7%; femmes: 6,7%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Entre le quatrième trimestre 2015 et le quatrième trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT a reculé de 0,3 point à 4,6%. Durant la même période, ce taux a baissé de 9,1% à 8,2% dans l'UE-28 (-0,9 point). Par rapport aux pays membres de l'UE, la Suisse fait toujours état d'un des taux les plus bas. Les pays suivants présentent des taux inférieurs à 4%: l'Islande (2,5%; -0,6 point), la République tchèque (3,6%; -0,9 point) et l'Allemagne (3,8%; -0,7 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés, mais comparés à leur niveau du trimestre correspondant de l'année précédente, ces taux ont tous deux reculé (Grèce: -0,8 point à 23,6%; Espagne: -2,3 points à 18,6%).

Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens pour un poste à plein temps dans l'industrie et les services marchands met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays.

Dans l'UE-15, on observe toujours un décalage entre les pays du nord et ceux du sud: en 2014 les salaires bruts annuels les plus élevés sont enregistrés au Danemark (57 723 euros), les plus bas au Portugal (16 425 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2014 seuls Chypre, la Slovaquie et Malte affichent des salaires supérieurs à 20 000 euros tandis que la Bulgarie, pays devenu membre de l'UE en 2007, vient clore le classement avec un salaire annuel brut de 5 795 euros.

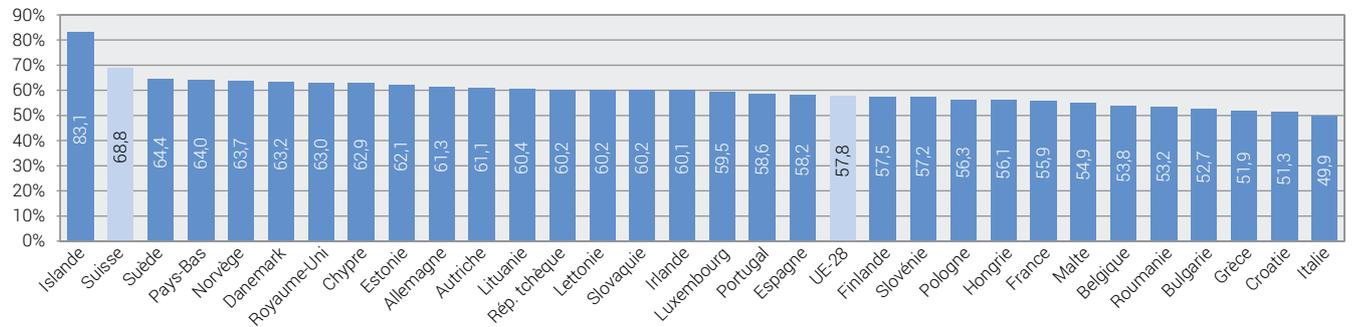
Avec un salaire brut annuel de 71 694 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant le Danemark.

Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus hauts) sont 12,4 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas) alors qu'exprimés en SPA ils ne sont plus que 3,7 fois supérieurs. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 1,7 fois supérieurs à ceux versés en Allemagne et en Autriche, 1,9 fois supérieurs à ceux payés en France et 2,1 fois supérieurs aux salaires de l'Italie. L'écart se réduit si la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA. Les salaires payés en Suisse ne sont plus que 1,2 fois supérieurs aux salaires payés en Allemagne et en Autriche et 1,4 fois supérieurs à ceux payés en France et en Italie.

Bien que les écarts de rémunération entre les pays peuvent être considérables, le classement des salaires par branches économiques des différents pays présente des similitudes. Les personnes salariées dans la branche de l'hébergement et restauration sont généralement les moins bien rémunérées en Europe, suivies par celles travaillant dans les activités de services administratifs et de soutien et dans les autres activités de services. A l'opposé, c'est dans les activités financières et d'assurance que les salaires payés sont souvent les plus élevés, suivis par ceux versés aux personnes travaillant dans l'information et communication et dans la production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné. Par ailleurs, on constate que, tendanciellement, plus le niveau salarial du pays est bas, plus l'écart de rémunération entre la branche aux salaires les plus hauts et celle aux salaires les plus bas est marqué.

Le marché du travail suisse en comparaison internationale

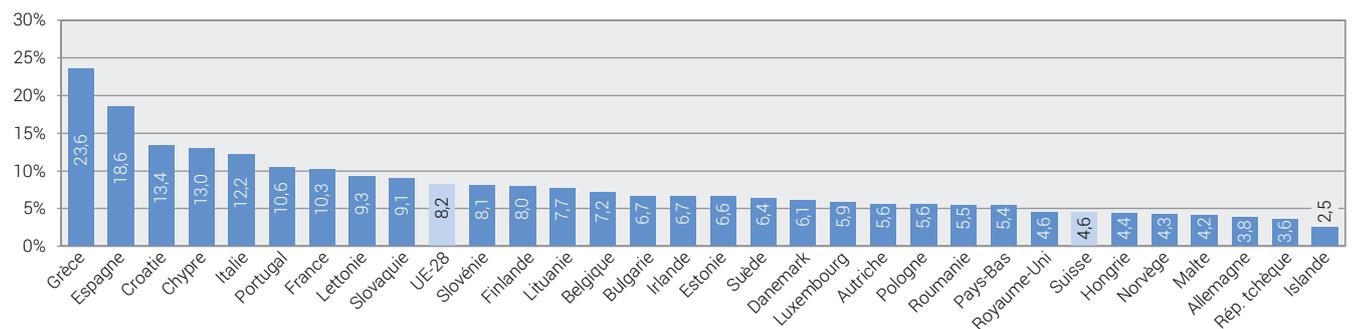
Taux d'activité standardisé (15+ ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2016



Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: avril 2017)

© OFS 2017

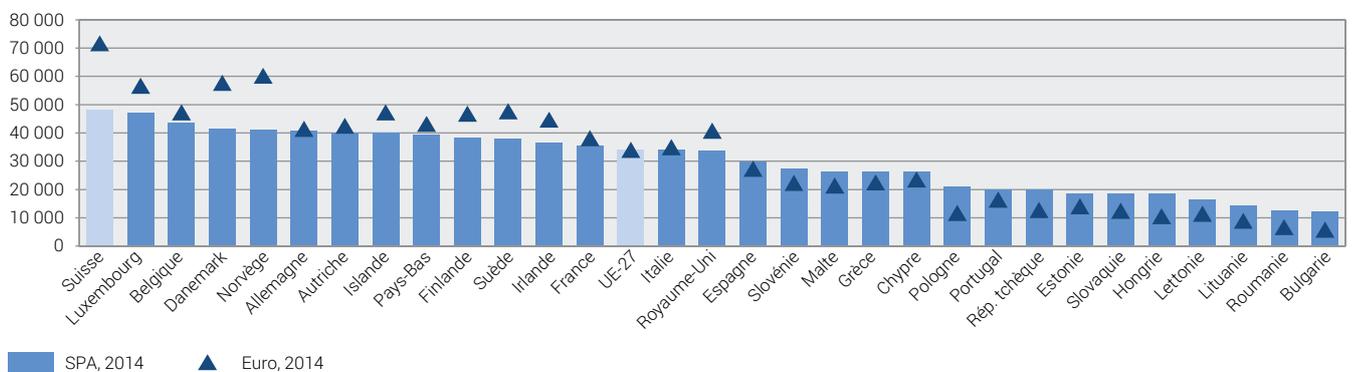
Taux de chômage au sens du BIT (15–74 ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4^e trimestre 2016



Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: mai 2017)

© OFS 2017

Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps¹ (entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands²), Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en SPA³ et en Euro, 2014



¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).
² Sections B à N de la NACE Rév. 2
³ Les revenus exprimés en SPA (Standard de pouvoir d'achat) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Sources: OFS – ESS; EUROSTAT (état: juin 2017)

© OFS 2017

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Patrick Walter, Tél. 058 463 64 02

Rédaction: Patrick Walter, OFS

Contenu: Patrick Walter, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 03 Travail et rémunération

Langue du texte original: allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: Section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: Section DIAM, Prepress/Print

Page de titre: OFS; concept: Netthoewel & Gaberthüel, Bienne;
photo: © Auke Holwerda – istockphoto.com

Impression: en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2017
La reproduction est autorisée, sauf à des fins
commerciales, si la source est mentionnée.

Commandes d'imprimés: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61,
order@bfs.admin.ch

Téléchargement: www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS: 206-1704